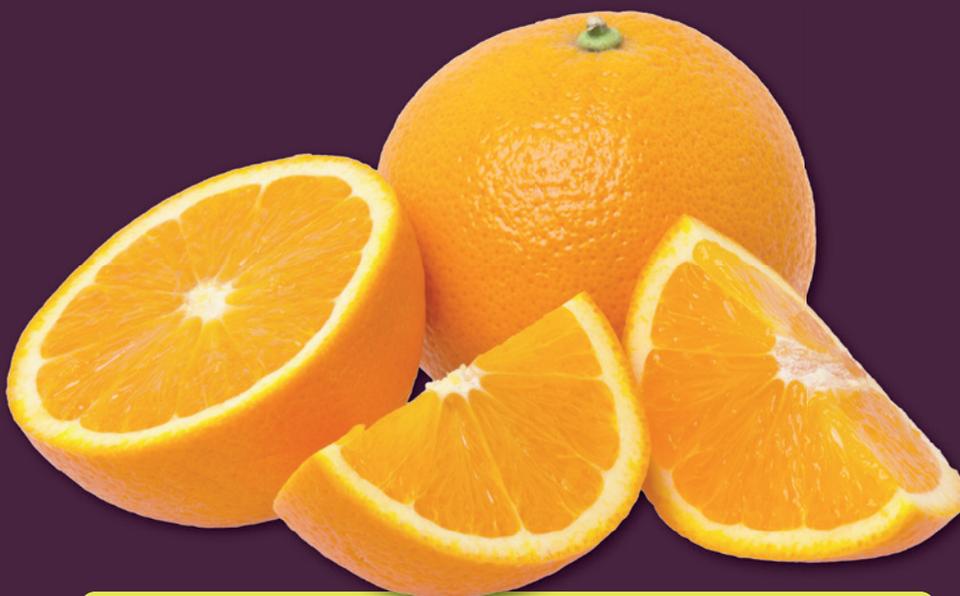


# DES ORANGES QUI METTENT LA PLANÈTE DANS LE ROUGE



**AGISSONS AVANT DE LE PAYER CHER**

DOSSIER DE PRESSE

## LE VRAI PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

**humundi**  
SOS FAIM



Humundi, anciennement connue sous le nom de SOS Faim, lance sa nouvelle campagne pour mettre en lumière les coûts qui se cachent derrière les étiquettes de nos produits alimentaires. Ces coûts cachés, bien plus que de simples chiffres, sont les effets dévastateurs engendrés par notre modèle de production alimentaire industriel et mondialisé, impactant notre santé, notre environnement, les travailleurs et travailleuses agricoles, ainsi que les animaux.

Ce modèle de production agroalimentaire, guidé par la quête effrénée du profit à court terme, génère une facture exorbitante de coûts cachés, que les Nations unies estiment à près de 19 000 milliards de dollars par an. Et devinez quoi ? Nous sommes tous appelés à payer cette addition !

Plongez-vous dans ce dossier pour découvrir le vrai prix de notre alimentation et les solutions que nous préconisons pour instaurer des systèmes alimentaires plus équitables, durables, accessibles à tous et respectueux de celles et ceux qui nous nourrissent.

# 1.

## L'ALIMENTATION INDUSTRIELLE : UN PRIX EXORBITANT !

Face à l'inflation et à la montée des prix, avec la quête croissante de produits abordables par les consommateurs, il est tentant de focaliser la recherche de solutions sur des prix bas pour garantir l'accessibilité. Pourtant, derrière ces prix attractifs, se cachent en réalité des coûts bien plus élevés liés à des pratiques et produits dommageables, qui ne sont pas reflétés dans les prix et que nous payons indirectement, le plus souvent, sans nous en rendre compte. Ces coûts cachés sont les impacts négatifs de notre modèle de production industriel et mondialisé sur notre santé, notre environnement, les conditions de travail des personnes qui cultivent notre nourriture, les droits humains et le bien-être des animaux.

Si les prix devaient réellement prendre en compte l'impact environnemental, social ou sanitaire du modèle de production agro-industriel, ils tripleraient pour de nombreux aliments. Selon un groupe d'experts mandaté par les Nations unies, **la consommation alimentaire globale actuelle est estimée à 9000 milliards de dollars, mais ses externalités coûtent à la société plus du double de ce montant : 18 900 milliards de dollars dont 7000 milliards de coûts environnementaux, 11 000 milliards de coûts pour la vie humaine<sup>1</sup> et 1000 milliards pour les coûts des soins de santé<sup>2</sup>.**

1 Ces coûts incluent notamment la réduction de l'espérance de vie et les décès précoces.

2 Étude UNFSS 2021. L'analyse est partielle : elle ne prend pas en compte les externalités économiques, les externalités sociales, la dégradation des sols, l'épuisement des ressources, certains types de pollution, la sous nutrition, la résistance antibiotique, les zoonoses, etc. L'addition est donc en réalité bien plus salée.



**18 900 milliards de dollars,  
ce sont les coûts cachés  
estimés par les Nations unies.**

A titre d'exemple, la consommation de produits industriels, ultra-transformés, excessivement riches en matières grasses, en sel, en sucre, ainsi que la surconsommation de viande, contribuent de manière significative aux maladies cardiovasculaires, au diabète, à l'obésité, aux cancers, et à de nombreux problèmes de santé. En fin de compte, ce sont les malades et les contribuables qui payent cette addition, estimée, uniquement pour les soins de santé, à 1000 milliards de dollars<sup>3</sup>.

Paradoxalement, les produits sains et durables sont moins abordables pour les consommateurs, souvent moins attractifs pour les producteurs et les investisseurs, alors qu'en réalité, ils coûtent moins chers à la société si on prend en compte les impacts positifs de ces pratiques et produits plus vertueux. Mais ce n'est pas cette alimentation durable qui est aujourd'hui valorisée par notre système économique et politique, qui continue d'encourager la production et la consommation d'une alimentation low-cost industrielle. **Cependant, tôt ou tard, chacun d'entre nous devra payer la facture des conséquences dévastatrices de notre modèle industriel ! Que ce soient les consommateurs qui voient leurs dépenses de santé augmenter, les producteurs qui perdent leur gagne-pain, ou les générations futures auxquelles nous léguons une dette écologique catastrophique.**



**UN LAIT QUI N'EST PAS TOUT BLANC**

**Coûts cachés (pour 100ml)**  
Destruction des petites fermes laitières d'Europe et d'Afrique.

Derrière l'industrie laitière européenne se cachent des coûts cachés et conséquences dramatiques. Les éleveurs et éleveuses européens sont maintenus dans la précarité, car l'industrie achète leur lait à un prix qui ne couvre pas leurs coûts de production.

Pour compenser des prix de vente trop bas, les éleveurs européens sont incités à produire davantage. Cette course à la productivité profite aux industriels, qui transforment les surplus de lait en poudre réengraissés avec de l'huile de palme bon marché et les exportent ensuite en Afrique de l'Ouest, à un prix 30% inférieur à celui du lait local.

**Ce système menace de faire disparaître les petites fermes laitières en Europe ainsi que les mini-laiteries en Afrique de l'Ouest, détruisant toute une économie locale.**

Par ailleurs, en encourageant la production industrielle d'aliments pour le bétail, cette industrie contribue massivement aux émissions de gaz à effet de serre et à la déforestation.

3 Étude UNFSS 2021.

## UN POULET QUI PLUME LES RESSOURCES NATURELLES



### Coûts cachés (pour 100g)

Déforestation et changements climatiques pour produire l'alimentation des volailles.

En Belgique, **95% de la production de poulets provient de l'élevage intensif**, une pratique aux conséquences environnementales et sanitaires catastrophiques. Ce type d'élevage entraîne une déforestation importante de l'Amazonie pour cultiver l'aliment de base des volailles, souvent du soja génétiquement modifié. Cette déforestation contribue aux changements climatiques et à la perte de biodiversité.

Ce type d'élevage soulève aussi des problèmes de bien-être animal et de santé publique en augmentant les risques de zoonoses, telles que la grippe aviaire.

## UN CAFÉ QUI LAISSE UN GOÛT AMER



### Coûts cachés (pour 100g)

Travail des enfants et conditions de vie indignes pour les producteurs et productrices.

Le café, deuxième produit alimentaire le plus importé par la Belgique en provenance des pays en développement, comporte des coûts cachés sur le plan environnemental et social. Sa production à grande échelle entraîne une consommation considérable d'eau, contribuant à la **déforestation de 500 000 ha chaque année**<sup>4</sup> et à la pollution et l'appauvrissement des sols.

De plus, les caféiculteurs sont déjà malmenés par des conditions de travail inacceptables, pour un revenu souvent inférieur à 50% du minimum vital. Quand ce ne sont pas des enfants qu'on force à se mettre au travail. Enfin, cela s'ajoute l'usage de pesticides nuisibles à la santé des travailleurs et des communautés locales.

## DES ORANGES QUI METTENT LA PLANÈTE DANS LE ROUGE



### Coûts cachés (pour 100g)

Destruction de la biodiversité et dangers sanitaires des pesticides.

Le marché mondial du jus d'orange, largement dominé par de grandes exploitations au Brésil, engendre de graves problèmes. Son modèle agricole basé sur des monocultures intensives et une utilisation massive de produits chimiques nuit gravement à l'environnement en contribuant à la déforestation et à la perte de biodiversité. De plus, la production de jus d'orange est associée à des inquiétudes sanitaires liées à l'utilisation de pesticides et à des atteintes aux droits humains, notamment l'exploitation des travailleurs agricoles, en particulier au Brésil. Les travailleurs subissent souvent des salaires bas et des heures de travail excessives.

En outre, la domination du marché par quelques grandes exploitations met une pression sur les prix d'achat pour les agriculteurs locaux, les contraignant à vendre leur production à des prix peu rémunérateurs, menaçant ainsi leur survie économique.

4 Étude à paraître sur l'impact des importations belges.

## 2.

# INÉGALITÉS DANS LES COÛTS CACHÉS : LES POPULATIONS VULNÉRABLES DUREMENT TOUCHÉES

Les régions aux revenus les plus élevés génèrent la majeure partie des coûts cachés liés aux systèmes alimentaires, avec une moyenne de 4200\$ par an par personne en Amérique ou en Océanie, comparé à seulement 1100\$ en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, et à 740\$ en Éthiopie<sup>5</sup>. Mais paradoxalement, ce sont les populations les plus vulnérables qui sont les plus affectées par l'impact de nos systèmes alimentaires – que ce soit en Belgique, où l'on observe des inégalités de santé liées à l'alimentation, ou à l'échelle mondiale, dans les pays les plus touchés par la chute de la biodiversité, la violation des droits humains et la crise climatique. **Les populations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine sont en ce sens les premières victimes des coûts cachés, même si ce sont elles qui y contribuent le moins.**

**Parmi les principaux perdants figurent de nombreux agriculteurs et agricultrices, qui subissent de plein fouet les impacts environnementaux, sociaux, économiques et sanitaires de ces systèmes alimentaires.**

Dans les pays en développement, les producteurs et productrices locaux sont confrontés à une série de défis majeurs, notamment la concurrence déloyale des importations industrielles à bas prix, l'accaparement de leurs terres, la destruction de leurs écosystèmes causée par la déforestation et l'expansion des monocultures, ainsi que l'exploitation de leur travail. De plus, ils font face à des problèmes tels que la désertification des terres due aux changements climatiques et la pénurie d'eau. Cette situation contribue à l'appauvrissement dramatique des producteurs, les plongeant dans la sous-alimentation<sup>6</sup>, un impact qui n'est pas pris en compte dans l'estimation de 18 900 milliards de coûts cachés annuels.



<sup>5</sup> Etude Nature, 2023.

<sup>6</sup> Il convient de noter que l'estimation des coûts cachés des Nations unies, évaluée à 18 900 milliards de dollars, ne prend pas en compte l'impact de la sous-alimentation, ce qui suggère une sous-évaluation des coûts cachés globaux.

# 3.

# COÛTS CACHÉS ET SURPROFITS: LES MULTINATIONALES S'ENRICHISSENT SUR LE DOS DE LA SOCIÉTÉ



Depuis des décennies, l'agro-industrie défend son modèle en vantant une nourriture diversifiée, à bas prix et donc accessible à tous. S'il est vrai qu'en son temps, ce modèle a permis de réduire l'insécurité alimentaire dans certaines régions du monde, il montre aujourd'hui non seulement ses limites, mais aussi sa toxicité.

## Notre modèle de production industriel est insoutenable

- **735 millions de personnes** continuent de souffrir de la faim, tandis que **650 millions** souffrent d'obésité<sup>7</sup> ;
- La majorité des personnes qui ont faim sont des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et leurs familles, exploités ou marginalisés par le système industriel ;
- L'agro-industrie est responsable de près d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre<sup>8</sup> et de **80% de la déforestation**<sup>9</sup> ;
- L'agriculture et la pêche intensives sont l'une des principales causes de l'effondrement de notre biodiversité<sup>10</sup> ;
- Les pesticides sont chaque année responsables de **11 000 décès**<sup>11</sup> ;
- Des **milliers de fermes** disparaissent tous les jours, écrasées par l'expansion de l'agro-industrie au profit d'exploitations de plus en plus vastes ;
- **600 000 belges** ont recours à l'aide alimentaire<sup>12</sup>.

Aujourd'hui, les multinationales n'assument toujours pas la charge financière des véritables coûts de leur modèle économique et les reportent sur les consommateurs, les citoyens, les producteurs et les générations futures. Leur influence est si étendue qu'elles dictent leurs règles aux petits producteurs, aux communautés rurales et même aux États. L'étendue de leur influence est à la hauteur de leur emprise sur le marché : 4 compagnies contrôlent par exemple 70 à 90 % du commerce de céréales et 2/3 du marché mondial des semences, engrais et pesticides sont dominés par 4 multinationales<sup>13</sup>.

Les grandes entreprises de l'agroalimentaire profitent aujourd'hui de l'inflation et de leur position dominante pour accroître leurs marges de profit<sup>14</sup>. Depuis le dernier trimestre 2022, les bénéfices du secteur ont explosé, tandis que les consommateurs ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Le Fonds Monétaire International lui-même a récemment souligné que les profits des grandes entreprises représentent désormais près de la moitié de l'inflation en Europe<sup>15</sup>.

7 UN agencies, State of Food Insecurity and Nutrition, Report 2023.

8 Crippa & al, 2021, Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions, Nature.

9 Campbell et al., 2017, « Agriculture production as a major driver of the Earth system exceeding planetary boundaries », Ecology and Society.

10 Benton T. & al., 2021, « Research paper : Food system impacts on biodiversity loss », Chatham House.

11 The global distribution of acute unintentional pesticide poisoning: estimations based on a systematic review, 2020. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33287770/>

12 FDSS, 2022

13 Bayer, BASF, Syngenta, ChemChina et Corteva.

14 [www.lemonde.fr/idees/article/2023/04/24/alors-que-les-profits-tirent-l-inflation-tout-le-monde-risque-d-etre-perdant-meme-les-fauteurs-de-troubles\\_6170738\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2023/04/24/alors-que-les-profits-tirent-l-inflation-tout-le-monde-risque-d-etre-perdant-meme-les-fauteurs-de-troubles_6170738_3232.html)

15 [www.imf.org/en/Blogs/Articles/2023/06/26/europes-inflation-outlook-depends-on-how-corporate-profits-absorb-wage-gains](http://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2023/06/26/europes-inflation-outlook-depends-on-how-corporate-profits-absorb-wage-gains)

# 4.

## JE NE PEUX PAS ME PERMETTRE DE PAYER PLUS CHER !

**Ce n'est ni aux consommateurs, ni aux producteurs, ni aux animaux de payer le prix fort de ce système alimentaire défaillant.**

Pour sortir de l'impasse, c'est un changement radical de paradigme qu'il faut viser, en construisant des systèmes alimentaires plus équitables et plus durables, accessibles à tous et qui assurent une rémunération juste pour les agriculteurs et agricultrices du monde entier.

Pour parvenir à cet objectif, il est nécessaire de mettre en œuvre une série de mesures cohérentes et d'adopter une approche globale. D'une part, il faut mettre en place des politiques qui visent à réduire de manière significative les coûts cachés, tout en responsabilisant financièrement les acteurs qui en tirent profit. D'autre part, il est nécessaire de réorienter le soutien public vers les acteurs les plus durables et les plus vulnérables, en promouvant des pratiques agricoles telles que l'agroécologie et en garantissant un accès équitable pour tous à des produits durables et de qualité.



**« L'agroécologie s'avère être la manière la moins coûteuse de produire de la nourriture, si l'on tient compte de tous les coûts cachés. ».**

L'agroécologie vise à créer des systèmes alimentaires écologiquement responsables, justes et résilients. Elle met l'accent sur la justice sociale, la participation des communautés et garantit l'accès à une nourriture saine pour tous. Elle vise également à renforcer la stabilité et la résilience de nos systèmes alimentaires pour faire face aux chocs économiques, climatiques et géopolitiques.

En résumé, l'agroécologie incarne une approche des systèmes alimentaires qui génère des avantages dissimulés, plutôt que des coûts cachés. Il est donc impératif de soutenir l'agroécologie politiquement et financièrement à tous les niveaux, car elle se révèle être la manière la moins coûteuse de produire de la nourriture lorsque l'on prend en compte l'ensemble des coûts cachés.

# 5. NOS RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Nous portons, avec nos partenaires et alliés, des recommandations que nous considérons comme cruciales pour réduire les coûts cachés. La mise en œuvre de ces recommandations requiert l'engagement de tous les acteurs de nos systèmes alimentaires, des producteurs aux consommateurs, ainsi que de nos responsables politiques.

## RESPONSABILITÉ ET RÉGULATION ALIMENTAIRE



> Réguler les pratiques agroalimentaires à hauts coûts cachés de manière démocratique, en engageant toutes les parties prenantes ; notamment en renforçant des systèmes alimentaires territorialisés pour permettre à chaque État et région d'augmenter leur capacité à choisir les normes sociales et environnementales qu'ils veulent s'astreindre pour diminuer les coûts cachés.

- > Intégrer davantage les externalités et utiliser le prix comme incitatif pour décourager les pratiques non durables, par exemple en taxant certains intrants chimiques ou produits ultra transformés.
- > Faire en sorte que les acteurs responsables des coûts cachés les assument. A titre d'exemple en Europe, les coûts cachés directement attribuables aux pesticides, sont estimés à 2,3 milliards d'EUR - à charge de la collectivité<sup>16</sup>.
- > Réformer le commerce international pour le rendre compatible avec les objectifs de développement durable et vecteur de croissance des renforcements des normes sociales et environnementales, notamment via les mesures miroirs et reconnaître l'exception agricole.
- > Veiller à la cohérence des politiques en faveur de la transition alimentaire.

<sup>16</sup> Une étude récente sur les pesticides a montré que les coûts directement attribuables aux pesticides (2,3 milliards d'EUR), dépassait nettement les bénéfices nets du secteur (0,9 milliards).



## ACCROÎTRE LE SOUTIEN PUBLIC EN FAVEUR DE L'AGROÉCOLOGIE ET GARANTIR LE DROIT À L'ALIMENTATION

- > Soutenir les agriculteurs et agricultrices dans leur transition vers des pratiques agroécologiques, en augmentant et redirigeant les subventions agricoles vers des produits et pratiques bénéfiques pour l'environnement<sup>17</sup>.
- > Garantir un flux financier suffisant pour la transition dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, notamment en s'assurant que 15 % du budget de la Coopération au développement soit dirigé vers l'agriculture et l'alimentation.
- > Assurer que la prise en compte des coûts cachés n'entraîne pas une hausse des coûts pour les ménages, en mettant en place des mesures d'aide pour rendre les produits sains et durables accessibles à tous, en particulier aux plus défavorisés que ce soit en Europe ou en Afrique, Asie et Amérique Latine. Explorer des solutions telles que la sécurité sociale de l'alimentation et déployer des mécanismes de renforcement de la sécurité alimentaire.
- > Développer la commande publique comme levier gagnant-gagnant de soutien aux initiatives économiques durables et de renforcement de l'accès à une alimentation juste et durable, notamment via les cantines scolaires.
- > Explorer des solutions telles que la sécurité sociale de l'alimentation, basée sur la cotisation proportionnelle aux revenus, une redistribution universelle et un engagement démocratique en faveur de produits durables et éthiques.

- > Soutenir les régimes alimentaires les plus sains et les plus durables.



## PROMOUVOIR LA TRANSPARENCE ET L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS

- > Promouvoir la transparence, l'information et la sensibilisation des consommateurs et citoyens afin de mieux comprendre les relations entre notre alimentation, le prix d'achat, la rémunération des producteurs et les coûts cachés.

<sup>17</sup> Le secteur agricole bénéficie d'un soutien public massif, totalisant 817 milliards de dollars par an dans 54 pays examinés, dont 500 milliards proviennent directement des budgets publics. Cependant, il est préoccupant de noter que parmi les subventions agricoles, qui représentent 30% de la valeur ajoutée totale du secteur agricole, seulement 9% sont explicitement destinés à la préservation de l'environnement.



## 6. CONCLUSION

Il est devenu indiscutable que ce modèle industriel et mondialisé qui fonctionne « à crédit » est tout simplement insoutenable à long terme. Derrière les promesses de prix bas, c'est une facture collective qui s'alourdit. Les organisations paysannes, les mouvements sociaux, les ONG et les citoyens et citoyennes soulignent avec nous l'urgence à agir.

2024 est une année cruciale pour promouvoir une transition vers des systèmes alimentaires justes et durables. Acteurs économiques et politiques doivent saisir l'opportunité des élections belges et européennes et faire fructifier les avancées à travers le monde en faveur d'une transition vers des systèmes alimentaires justes et durables.

Chez Humundi, notre engagement en faveur de cette transition se manifeste par notre action sur plusieurs fronts essentiels visant à soutenir des projets concrets et à favoriser la création des conditions politiques propices à cette transition.

Nous travaillons activement à accroître le financement de l'agroécologie en Belgique et à l'échelle internationale, en orientant les ressources vers les agriculteurs locaux et en soutenant des projets agroécologiques.

Nous plaidons sans relâche en faveur d'un changement des règles du commerce international, visant à prendre en compte les coûts cachés, tout en nous opposant fermement aux accords bilatéraux tels que le EU-Mercosur.

Nous apportons notre soutien indéfectible aux initiatives visant à garantir l'accès à une alimentation équitable et à promouvoir la justice sociale, que ce soit par le biais des cantines scolaires, des greniers de sécurité alimentaire, ou en mettant en lumière les actions menées en Belgique.

Nous donnons une voix forte aux acteurs et actrices des systèmes alimentaires en Afrique et en Amérique latine, afin que leurs réalités spécifiques soient pleinement prises en compte dans l'élaboration des politiques publiques, notamment en ce qui concerne la régulation des pesticides, le commerce international, et les négociations climatiques.

Il est impératif de reconnaître les véritables coûts associés à notre modèle alimentaire dominant et de collaborer activement pour façonner des systèmes alimentaires plus sains, durables et accessibles à tous. Des solutions justes sur les plans social et environnemental existent, et nous nous engageons résolument à les accélérer en 2024.



# QUI SOMMES-NOUS ?

Humundi, anciennement connu sous le nom de SOS Faim, est une organisation de solidarité internationale engagée pour des systèmes alimentaires plus justes et plus durables.

Notre mission est de garantir un accès à une alimentation saine et de qualité pour tous, tout en préservant la planète et en améliorant les conditions de vie des agriculteurs touchés par les conséquences néfastes de l'industrie agroalimentaire. Nous sommes convaincus que la transformation de nos systèmes alimentaires est essentielle pour relever les défis actuels.

Pour atteindre cet objectif, Humundi agit sur deux fronts. D'un côté, nous plaçons en faveur de la régulation des pratiques agroalimentaires responsables de coûts cachés, de la réorientation des financements publics vers l'agroécologie, et de la garantie du droit à l'alimentation. De l'autre, en Afrique, en Amérique et en Europe, nous soutenons des projets et initiatives qui permettent à des systèmes alimentaires justes et durables d'émerger.

Parmi nos réalisations notables, nous avons contribué à faire cesser les exportations de pesticides interdits vers les pays du Sud par la Belgique. Notre campagne, intitulée "N'exportons pas nos problèmes", a incité la Commission européenne à établir une ligne tarifaire visant à surveiller les exportations de poudre de lait de l'UE vers l'Afrique de l'Ouest et à soutenir l'Initiative Lait Local de la CEDEAO.

En République démocratique du Congo, nous travaillons à réduire l'utilisation excessive de pesticides chimiques et à soutenir la création d'un centre agroécologique. Au Sénégal, nous accompagnons des cantines scolaires pour fournir des repas sains et nutritifs tout en soutenant les producteurs locaux. Nous collaborons avec l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA) pour renforcer la voix de la souveraineté alimentaire sur le continent. En Bolivie, nous encourageons l'agroécologie dans la production de café, en mettant l'accent sur l'agroforesterie. Enfin en Belgique et dans plusieurs villes d'Afrique, nous organisons annuellement le festival Alimenterre pour sensibiliser aux enjeux des coûts cachés et à la nécessité d'agir pour une transition alimentaire.

## QUELQUES CHIFFRES DE L'ANNÉE 2022

**70**  
**PARTENAIRES**  
INTERNATIONAUX  
ACTIFS NOTAMMENT  
DANS LA TRANSITION  
AGROÉCOLOGIQUE

**> 1,2M DE**  
**FAMILLES**  
RURALES  
SOUTENUES

**70 870**  
**BELGES**  
SENSIBILISÉS AUX  
IMPACTS NÉFASTES  
DE NOS SYSTÈMES  
ALIMENTAIRES

Contact presse  
**Anne Kennes**  
**0486 24 34 00**  
**anne@sparklebox.be**

Responsable de la campagne  
**Sabrina Serra**  
**sse@humundi.org**

Plus d'informations sur  
**[www.levraiprixdelalimentation.be](http://www.levraiprixdelalimentation.be)**  
**[www.humundi.org](http://www.humundi.org)**

